

Au Bourget, Hollande fait décoller sa campagne

En quatre-vingt-dix minutes, le candidat socialiste a présenté sa vision de la France et ses ambitions pour les Français



Quelque dix mille militants ont fait une ovation au candidat socialiste à l'élection présidentielle, tandis que quinze mille autres ont suivi son allocution sur des écrans géants à l'extérieur. (Photo Reuters)

Yannick Noah, chanteur de la diversité et personnalité préférée des Français, a été choisi pour lancer la campagne de François Hollande, candidat préféré des sondages, devant 10 000 personnes tout acquises à sa cause, hier au Bourget. Malgré son avance sur Nicolas Sarkozy dans les sondages, il manquait encore à François Hollande ce supplément de crédibilité lui permettant de devenir un candidat incontestable. S'il ne l'est pas devenu pour ses opposants les plus farouches, en revanche, dans le camp de ceux qui le soutiennent, François Hollande et sa campagne semblent désormais lancés vers un même destin.

Dès les premières minutes de son intervention, consacrées à définir ce qu'est « présider la République », François Hollande a réaffirmé son attachement « viscéral à la laïcité », annonçant même qu'il inscrirait « la loi de 1905, qui sépare les Églises de l'État, dans la Constitution ». Il s'est ensuite lancé dans une série d'annonces aux antipodes de la politique menée par Nicolas Sarkozy, tout en marquant son attachement profond aux valeurs républicaines et à la France. Il a notamment prévu de « faire participer les citoyens aux grands débats qui les concernent », notamment sur « l'avenir de l'énergie en France ». Dans la foulée, il a confirmé l'application du

« non-cumul des mandats pour les parlementaires », ainsi que « le droit de vote des étrangers aux élections locales, sans rien craindre pour notre citoyenneté ». François Hollande a également insisté sur la nécessité de « respecter les compétences du Premier ministre », et sur sa volonté de « ne pas nommer les présidents des chaînes ou des radios du service public audiovisuel », préférant « laisser cette mission à une autorité indépendante ».

« Mon véritable adversaire c'est la finance »

Estimant que son action doit toujours être « guidée par la justice », François Hollande a aussi prévu « la création d'une tranche d'impôt à 45 % à partir de 150 000 euros de revenus par an », « plus de niche fiscale supérieure à 10 000 euros », et « la multiplication par cinq des sanctions infligées aux communes qui bafouent la solidarité urbaine » en ne construisant pas assez de logements sociaux.

Affirmant que son « véritable adversaire est le monde de la finance », François Hollande a également annoncé vouloir proposer « en janvier 2013 à la chancelière d'Allemagne l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand qui engagera une dynamique pour nos deux pays ».

Quelques phrases clés

- « Je suis prêt ! »
- « Je veux conquérir le pouvoir, mais je ne suis pas vorace. »
- « Je vais vous confier un secret : j'aime les gens, quand d'autres sont fascinés par l'argent. »
- « Je serai le président de la fin des privilèges. »
- « La France n'est pas un problème, la France est la solution. »

Il a fermement prévenu qu'il exigerait « des entreprises qui se délocalisent le remboursement immédiat des aides publiques reçues », préférant donner « priorité aux PME » pour lesquelles « il est prévu d'élargir le crédit impôt recherche, l'abaissement de l'impôt sur les sociétés, et la création d'une agence pour les PME ».

C'est donc un François Hollande bien différent de celui qui, jusque-là, menait une campagne plutôt hésitante, qui a galvanisé ses troupes au Bourget. Les prochains sondages diront si ce changement de style, de ton et de posture sera suivi d'effet.

ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

Les réactions

■ Xavier Bertrand (UMP) :

« Les priorités développées par François Hollande ne sont pas celles des Français. [...] Le non-cumul des mandats, la nomination du président de France Télévisions, le droit de vote des étrangers aux élections locales... ce ne sont pas les priorités des Français. »

■ François Baroin (UMP) :

« C'est un discours hors du temps, qui aurait pu être prononcé dans les années 60 ou 70 [...]. Ça n'est pas adapté à la France de 2012. » « Dire "la finance est notre ennemi", c'est aussi idiot [...] que de dire : "je suis contre la pluie". »

■ Marine Le Pen (FN) :

« Que les Français regardent dans le rétroviseur pour voir si les promesses qu'on leur fait pour demain ne sont pas en totale contradiction avec les actes commis depuis 30 ans. »

■ Marielle de Sarnez (MoDem) :

« Je ne suis pas sûre que ce soit [...] un discours approprié aux temps de

crise dans lesquels nous sommes. Faire trop de promesses n'est pas adapté, parce que ça ne sera probablement pas tenable. »

■ Eva Joly (EE-LV) :

« C'est chaleureux, argumenté, il y a des propositions, je trouve ça très bien. »

■ Martine Billard (Parti de gauche) :

« Force est de constater qu'il ne nous a pas convaincus [...]. Alors que les Français sont préoccupés en priorité par la question des salaires et de l'emploi, ces deux points sont les grands absents de son discours. »

■ Pierre Laurent (PCF) :

« Ce qui était connu des engagements socialistes a été confirmé. Mais ce qui posait problème dans ces engagements aussi, notamment sur la retraite à 60 ans. »

■ Jean-Pierre Chevènement (MRC) :

« Un discours de gauche, authentique et sincère. »

L'expert

Stéphane ROZÈS, président de Cap

« Hollande a renoué le contact direct avec les Français »

A-t-il fendu l'armure ?

Oui, parce qu'il a su dire « je », parler de son histoire familiale, de ses engagements, et surtout parce qu'il a su insérer son histoire personnelle dans un récit de la nation, un récit républicain sur l'idée qu'il se fait d'un président de la République.

Que retenir de son message politique ?

Le message implicite qu'il fait passer, sans jamais parler de Nicolas Sarkozy, est un message de confiance dans « l'âme du peuple français qui a en lui les ressorts pour se mettre en mouvement ». Il porte l'idée que c'est la volonté politique,

la fierté du travail bien fait, la fierté d'être Français qui doivent l'emporter sur le monde de la finance, qu'il associe au monde anglo-saxon.

A-t-il changé de style ?

Il a rompu avec l'approche technocratique. Il a fait un récit très construit dans lequel il définit sa conception de la présidence de la République, où il souligne que « l'âme du peuple français, c'est l'égalité » et explique que « le rêve français est de donner un avenir à notre jeunesse ».

Qu'a-t-il fait de sa posture mitterrandienne ?

Il a fait un travail sur lui qu'il a

réussi en rompant avec cette posture mitterrandienne qu'on lui reprochait à juste titre. Il jouait très gros sur ce meeting, car les Français avaient perdu le François Hollande qu'ils avaient connu jusqu'à sa victoire aux primaires. Il avait semblé s'être laissé phagocyter par le PS. Aujourd'hui, il a renoué un contact direct avec les Français. Il a trouvé les ressources pour ne plus être le médiateur entre Sarkozy et le pays, mais pour entrer en conversation directe avec le pays, sans Sarkozy. Il passe de la posture de médiateur à celle de rassembleur.

PROPOS RECUEILLIS PAR A. F.



(Photo F. C.)